

RAPPORT D'OUVERTURE

04

Supplément au Lien N° 202 - mars 2020



Bonjour et merci à toutes et tous de vous être rendus disponibles pour venir participer aux travaux et débats de notre 13^{ème} congrès fédéral.

Cet après-midi et demain nous allons débattre de l'actualité puis du rapport d'activité de la direction sortante de la FERC. Les deux sont évidemment liés et il serait difficile de discuter de stratégie syndicale et des luttes en cours ou à venir sans interroger notre activité et nos orientations de la période précédente... L'objectif de cette introduction au débat est donc de faire le point sur l'actualité de nos champs professionnels tout en traçant les perspectives pour les mois à venir.

En juillet, 6 camarades de la fédération sont allés rencontrer des militantes et militants palestinien-nes des territoires occupés. Ils et elles ont partagé cette expérience militante dans des vidéos publiées pendant leur séjour puis par un 4 pages qui se trouve dans vos pochettes et en ligne. Ces rencontres ont permis de faire des propositions de campagne à construire avec des associations et syndicats palestinien-nes. C'est l'illustration de notre volonté de construire une activité internationale fédérale qui s'articule autour de projets concrets et de relations avec des organisations d'autres pays.

Pour autant cette mission n'a pas totalement résolu les difficultés de

circulation, de travail et de vie des Palestinien-nes toujours en butte à la politique coloniale et d'expansion territoriale de l'État d'Israël. Ils et elles subissent encore quotidiennement les arrestations arbitraires, l'impossibilité à aller travailler et étudier librement, leur liberté d'expression est bafouée et ils/elles meurent toujours sous les balles des soldat-es de l'armée israélienne. Ce choix d'action spécifique ne nous empêche pas de participer aux débats de toute la CGT sur nos affiliations internationales ou de participer aux congrès des organisations internationales de nos champs, mais il nous semble que ce débat d'affiliation doit intégrer la nécessité de campagnes revendicatives européennes ou mondiales, comme par exemple « *Fight for Fifteen* » menée dans les Mac do, pour un salaire à 15 \$ de l'heure.

Sans faire une liste exhaustive de l'actualité politique et sociale de l'ensemble des pays du monde, on observe une forte montée du nationalisme. Au moment où nous nous retrouvons en congrès, les Kurdes sont à nouveau la cible de l'attaque de l'armée turque en Syrie : derrière cette opération militaire présentée comme une « opération anti-terroriste » c'est bien la guerre menée contre le droit du peuple kurde à l'autodétermination qui est encore une fois à l'oeuvre. Le nationalisme allié au libéralisme économique et mondialisé, pèse sur les conditions de vie et de travail des populations. Les présidents Bolsonaro et Trump en sont des illustrations particulièrement inquiétantes. Les jeunes, les femmes, l'ensemble des minorités, les plus précaires, les plus pauvres de ces deux pays paient le prix fort d'une politique inégalitaire, tournée vers le profit immédiat et liberticide. L'environnement est également mis à mal et les pollutions de l'air, des océans, des terres, elles, ne sont pas natio-

nalistes et ne s'arrêtent pas aux frontières administratives des pays !

Nous le savons toutes et tous, le nationalisme et la xénophobie non plus ne s'arrêtent pas aux frontières et notre longue histoire de lutte et de démocratie (bourgeoise !) ne nous mettent pas à l'abri de ces dérives. Pour preuve le parti d'extrême droite FN puis RN s'est déjà trouvé deux fois au 2^{ème} tour d'une élection présidentielle en France. Notre syndicalisme est et a toujours été engagé contre le racisme et le fascisme, de nombreux camarades de la CGT ont payé de leur vie cet engagement. Il porte haut et fort les valeurs d'internationalisme, de fraternité et de solidarité. Face à la montée de toutes les formes de racisme, nous devons les réaffirmer dans nos paroles et nos écrits mais aussi les mettre en œuvre au quotidien en luttant pour la liberté de circulation et l'accueil des réfugié-es en France.

De nombreux camarades de nos champs se sont mobilisés avec leurs UD dans les luttes des travailleurs et travailleuses sans papiers dont celle qui se déroule dans plusieurs entreprises depuis le 1^{er} octobre en Île de France. Notre engagement auprès des jeunes lycéens, lycéennes, étudiantes et étudiants sans papiers et auprès des enfants Roms et notre investissement dans les associations de défense de ces jeunes en est aussi une preuve. C'est une démonstration quotidienne que nous refusons la mise en concurrence de toutes et tous qui cherche à nous diviser pour mieux nous exploiter et nous faire taire.

Il faut dire que nous accumulons les raisons de nous mobiliser et de nous opposer à une politique qui chaque jour nous fait perdre des droits et détériore nos conditions de vie et de travail !

Au mois de juillet le gouvernement a fait passer sa loi sur la Fonction publique malgré l'opposition d'une majorité des organisations syndicales. Cette loi ouvre la voie à la mise à mal des statuts des fonctionnaires et le recours renforcé aux contractuel·les, dont les contrats de missions et les CDD. C'est aussi une arme d'économie budgétaire qui vise à renvoyer vers le privé un certain nombre des missions assurées par des agent·es du public : la mise à mal des ministères des finances ou de l'écologie doivent nous alerter. La remise en cause du paritarisme et du droit de contrôle et d'intervention des élu·es des organisations syndicales pour toutes les opérations touchant à la mobilité et au déroulement de carrière va avoir des effets rapides et très concrets sur les conditions de vie et de travail des personnels, même s'il est parfois difficile de l'expliquer dans nos heures d'information syndicale. Enfin, c'est bien le modèle du service public tel que nous le portons qui est attaqué, et cette attaque va bien au-delà des seules conditions de travail.

On le voit très bien dans nos champs où les réformes du lycée et de l'accès à l'université sont en train de creuser encore plus des inégalités scolaires déjà très fortes. L'absence cumulée d'investissement suffisant en postes et en locaux dans les universités, malgré la montée constante du nombre d'étudiants et étudiantes accueilli·es, détériorent encore les conditions de travail et d'études. C'est bien pratique car Mme Vidal peut s'appuyer sur ce constat pour avancer sur la montée des frais d'inscription. Après avoir instauré la sélection par l'orientation scolaire et l'excellence, elle va la renforcer par la montée des frais d'inscription. Pour cette rentrée ce sont les jeunes étranger·es extra-communautaires qui font les frais de cette sélection par le fric mais partout où cette mesure a été mise en place, elle s'est rapidement étendue à l'ensemble des étudiant·es...

La loi LRU-Fioraso a produit ses effets et l'autonomie de gestion des universités a creusé les inégalités entre les établissements et les a mis en concurrence ; la loi ORE et le coin mis dans le principe de gratuité du service public d'Enseignement supérieur poursuivent le travail. Notre système aujourd'hui n'est plus l'outil d'égalité qu'il devrait être mais bien une machine de reproduction sociale qui vise à limiter l'accès des classes populaires aux diplômés et aux métiers qualifiés. Le ministre Blanquer avance vite et fort pour faire du système éducatif un outil au service d'une vision macroniste de la société. Sous couvert de liberté et d'adaptation aux réalités locales, il organise la sélection du collège jusqu'aux études supérieures. En supprimant les moyens et les postes il empêche toute passerelle qui permettrait, même marginalement, des évolutions de parcours.

Le sort réservé aux lycéens et lycéennes de la voie professionnelle est très emblématique de cette politique qui vise à cantonner une partie de la population à des emplois sous qualifiés, sous-payés et ultra précaires. En effet, 1/3 des jeunes subissent ou subiront les effets d'une réforme qui réduit les heures d'enseignement, une suppression sèche pour les enseignements généraux (Français, histoire-géo, maths, arts...) mais également pour les enseignements professionnels par substitution des heures dédiées par des heures au contenu flou et mal cadré comme la co-intervention ou la réalisation du chef-d'œuvre. En baissant de manière volontaire le niveau de formation d'une partie de la jeunesse, le gouvernement veut la priver des moyens de sémanciper et espère l'empêcher de se rebeller contre l'injustice qui lui est faite.

Au-delà des lycées professionnels, c'est bien l'ensemble de la formation professionnelle qui est remise en cause par un double mouvement de recul des droits pour les salarié·es et de destruction des organismes de

formation publics, associatifs au profit des centres de formation privés « low cost ». Alors que l'on sait que le système économique force de plus en plus les travailleurs, travailleuses et les privé·es d'emploi aux mobilités géographiques et professionnelles, la loi Pénicaud met à mal tout un système de formation public et privé régulé par l'État. Dans les chambres des métiers, les CFA, les GRETA ou l'AFPA, les moyens manquent pour les formations longues et qualifiantes. Les décisions sur les modes de formation et les contenus sont redonnés largement au patronat qui voit à court terme et vise à l'employabilité immédiate des hommes et des femmes. La destruction en cours de l'AFPA, par les fermetures de sites, les destructions d'emplois et le glissement des missions de l'agence est emblématique de cette volonté de casse d'un système de formation qui avait comme double finalité l'insertion ou la réinsertion et l'émancipation !

La recherche de rentabilité immédiate met aussi en difficulté les structures et les travailleurs et travailleuses de l'éducation populaire et du sport. Le ministère Jeunesse et sports, transformé en seul ministère du sport, est en cours de démantèlement, par la suppression de postes mais aussi par la mise en place d'une Agence nationale du sport. Mais ce sont aussi l'ensemble des associations qui sont mises en difficulté par la baisse des budgets des collectivités territoriales et la suppression des emplois aidés. Elles sont poussées à entrer dans une logique de fusion/acquisition car seules les plus grosses structures seront viables. L'objectif final est bien d'ouvrir des marchés dans un secteur dit et revendiqué comme « non rentable », c'est-à-dire revendiquant son utilité publique avant sa rentabilité économique... le vieux monde donc ! Le remplacement des piscines publiques aux prix d'entrée encadré par des « centres aquatiques » gérés par des entreprises privées en est un des multiples exemples.

C'est néfaste pour les salarié-es (moins d'emplois de maître-esses-nageur-ses, changement de convention collective, horaires variables, etc.) mais évidemment pour l'ensemble de la population...

La Recherche devrait être épargnée par les baisses de budgets, de postes, tant elle est présente dans les discours du président et de ses ministres... mais là encore nous utilisons parfois les mêmes mots, ou plutôt ils et elles se sont appropriés notre vocabulaire (liberté, émancipation, innovation,...) pour en changer le sens à leur profit ! Effectivement le discours cache mal un gel budgétaire qui équivaut de fait à une perte de moyens (la prise d'ancienneté des agent-es en place produisant une augmentation de la masse salariale).

On est encore très loin aujourd'hui des engagements de consacrer 2 % du PIB à la Recherche publique... Le manque de crédits récurrents induit la précarité pour les personnels et les collectifs de recherche mais également pour les projets menés. Mme Vidal, comme ses petits camarades est une adepte des « groupes de travail » et de l'expérimentation locale en lieu et place d'une politique nationale soutenue par un investissement massif.

Son copilotage avec JM Blanquer de la réforme de la formation des personnels de l'éducation dans les IUFM, heu non les ESPE, ha non les INSPE est assez représentatif d'une pratique de la communication de bas étage en lieu et place d'une politique lisible et négociée. Elle aime en particulier faire le parallèle entre la formation des enseignant-es et les PACES préparant aux formations médicales... Même les OS pro-réforme en restent bouche bée ! Dans cette réforme en cours de mise en place, son collègue de l'Éducation nationale a lui un projet beaucoup plus clair et idéologique qui allie économies budgétaires et mise au pas idéologique et pédagogique. Les bouleversements en cours et à venir

mettent en souffrance les personnels des ESPE/INSPE : la fédération aura à s'exprimer et à agir avec la CGT Éducation et la CGT FERC Sup, aux côtés de ces personnels.

Mais nous le savons, l'autre sujet de débat et de mobilisation de ces derniers mois c'est la réforme des retraites. A la mi-juillet Delevoye a remis son rapport au gouvernement et a été *illico presto* embauché pour accompagner le passage du rapport à une loi, loi que le gouvernement souhaiterait finalement faire voter en juillet 2020.

Nous avons toutes et tous lus, vus, entendus les analyses sur les préconisations du rapport, je n'en referai pas ici la démonstration complète mais le passage à un système de retraite par points et le plafonnement du montant global des retraites à 14 % du PIB entraîneraient obligatoirement un allongement de la durée de cotisation et une baisse des pensions. La question qui se pose à nous aujourd'hui à l'ouverture de ce congrès fédéral n'est donc pas sur le contenu de la réforme et son refus mais bien sur la stratégie à mettre en place pour l'empêcher.

La CGT apparaît bien aujourd'hui comme la principale opposition (pas la seule heureusement !) à la réforme des retraites. C'est un bon début et un appui pour mener le débat partout, en priorité sur nos lieux de travail mais aussi dans nos villes ou tout endroit dans lequel nous pouvons porter nos arguments et nos propositions de maintien et d'amélioration de notre système solidaire. Mais cela ne sera pas forcément suffisant pour construire le rapport de force contre le gouvernement : il faut dire que la barre est haute, vue l'ampleur des attaques que je viens d'énumérer et nos difficultés récurrentes à entraîner nos professions dans des mouvements de grève larges. La grève du bac, le mouvement des gilets jaunes ou celui de la jeunesse pour le climat nous ont pourtant prouvé qu'il y avait de la combativité chez les salarié-es,

les précaires, les jeunes, les privé-es d'emploi, les retraité-es...

Mais ces mobilisations nous interrogent aussi sur nos modes de fonctionnement et nos modes d'action car même si des militants syndicaux et militantes syndicales s'y sont joint-es, elles ont été initiées hors des cadres syndicaux habituels, dans des AG ou sur des ronds-points. La grève RATP du 13 septembre sur une seule journée et dans un secteur où le syndicat majoritaire est réformiste a été un succès : 90 % de grévistes c'est un bon point d'appui pour la lutte contre la réforme des retraites ! Il n'y a pas, à mon avis, une seule réponse simple à la construction de cette mobilisation massive indispensable, qui consisterait par exemple en un appel confédéral à la grève reconductible à partir du 5 décembre sans construction professionnelle et unitaire.

Pour le dire autrement, l'appel à la grève interprofessionnelle et à sa reconduction doivent être construits de manière unitaire (au moins sur un périmètre accessible CGT, Solidaires, FO, FSU et peut-être même des bouts d'UNSA), profession par profession et avec les travailleur-ses, les jeunes, les retraité-es et les privé-es d'emploi. Elle doit se débattre en heures d'info syndicale, en AG car nous devons aussi convaincre autour de nous qu'il est possible de gagner contre ce gouvernement et ses alliés-es.

Le gouvernement veut aller vite et nous diviser, nous devons donc être déterminé-es, uni-es mais aussi convaincant-es sur la possibilité de gagner cette lutte toutes et tous ensemble!

Je nous souhaite à toutes et tous un bon congrès fait de débats fermes et constructifs, de fraternité et de sororité, enfin de convivialité... Mais je ne suis pas inquiète !